

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/114/VCT
7 juillet 2004

(04-2919)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SCM de la période de transition
pour l'élimination des subventions à l'exportation conformément
aux procédures énoncées dans le document G/SCM/39

Notification de mise à jour

SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

La communication ci-après, datée du 25 juin 2004, est distribuée à la demande du Ministère des affaires étrangères et des échanges commerciaux de Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

La notification de mise à jour ci-après, présentée conformément au paragraphe 1 b) des procédures pour les prorogations au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires énoncées dans le document G/SCM/39 et aux indications contenues dans les règles générales régissant les notifications de subventions au titre de l'article 25 de l'Accord SCM et de l'article XVI du GATT de 1994, concerne les programmes identifiés dans la notification précédente (G/SCM/N/99/VCT).

1. Titre du programme de subventions, s'il y a lieu, ou brève description ou désignation de la subvention

Loi n° 5 de 1982 sur les incitations fiscales modifiée par les Lois n° 20 de 1987 et n° 16 de 1991.

Cette loi vise à fournir des incitations fiscales à l'industrie.

2. Période sur laquelle porte la notification

Période allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

L'objectif et/ou l'objet de la subvention sont de stimuler la compétitivité au niveau international, d'encourager l'investissement et l'activité économique et de promouvoir la diversification des produits traditionnels et non traditionnels.

4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)

Le fondement juridique du programme d'incitations fiscales est la Loi n° 5 de 1982 sur les incitations fiscales, modifiée par les Lois n° 20 de 1987 et n° 16 de 1991. Cette loi a été adoptée pour donner effet à un accord sur l'harmonisation des incitations fiscales en faveur de l'industrie dans les pays de la CARICOM.

Fondement et législation

- Loi n° 5 de 1982 sur les incitations fiscales, modifiée par
- Loi n° 20 de 1987
- Loi n° 16 de 1991

5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

La Loi sur les incitations fiscales prévoit des avantages fiscaux sous les formes suivantes:

- exonération des droits d'importation et des taxes à la consommation visant les installations, les équipements, les machines, les pièces détachées, les matières premières ou leurs composants,
- exonération de l'impôt sur le revenu,
- exonération de l'impôt sur les bénéfices à l'exportation au moyen de crédits d'impôt.

6. À qui et comment la subvention est accordée (indiquer si elle est accordée aux producteurs, aux exportateurs ou à d'autres personnes); par quels mécanismes; s'il s'agit d'une somme fixe par unité ou d'une somme variable; dans ce dernier cas, indiquer comment elle est déterminée.

Les principaux bénéficiaires du programme d'incitations fiscales sont les entreprises de fabrication et les entreprises agroalimentaires. Ce programme est géré et administré par le Ministère des télécommunications, de la science, de la technologie et de l'industrie. Les demandes visant les

incitations prévues par le programme sont présentées au Ministère mentionné ci-dessus, qui recommande au Cabinet le niveau et le type des avantages à accorder.

La Loi n° 5 de 1982 sur les incitations fiscales, telle qu'elle est modifiée par les Lois n° 20 de 1987 et n° 16 de 1991, permet d'accorder des exonérations fiscales temporaires pour la fabrication de produits agréés par des entreprises agréées, qui sont classées dans les cinq catégories suivantes:

- i) **entreprises du groupe I**, dont la valeur ajoutée locale représente au moins 50 pour cent des ventes; pendant 15 ans au plus;
- ii) **entreprises du groupe II**, dont la valeur ajoutée locale représente de 25 à 50 pour cent des ventes; pendant 12 ans au plus;
- iii) **entreprises du groupe III**, dont la valeur ajoutée locale représente de 10 à 25 pour cent des ventes; pendant 10 ans au plus;
- iv) **entreprises enclavées**, dont la production est destinée exclusivement à l'exportation; pendant 15 ans au plus; et
- v) **entreprises à forte intensité de capital**, dont l'investissement s'élève au moins à 25 millions de dollars EU; pendant 15 ans au plus.

La loi précitée prévoit un allègement de l'impôt sur le revenu sous forme de crédits d'impôt accordés aux entreprises, à l'expiration de la période d'exonération fiscale temporaire. Cet allègement est subordonné à l'exportation et il porte sur les bénéfices tirés par une entreprise de l'exportation d'un produit agréé. Il est accordé pour les exportations non traditionnelles vers tous les pays; cependant, dans le cas des exportations vers le Guyana, la Jamaïque et la Trinité-et-Tobago, la période d'allègement n'est que de cinq années suivant immédiatement l'expiration de la période d'exonération fiscale temporaire. L'allègement est accordé si les bénéfices à l'exportation représentent 10 pour cent ou plus du bénéfice total de l'entreprise, conformément au tableau ci-après:

Bénéfices à l'exportation en pourcentage de l'ensemble des bénéfices	Pourcentage maximal de l'allègement fiscal
10% ou plus mais moins de 21%	25%
21% ou plus mais moins de 41%	35%
41% ou plus mais moins de 61%	45%
61% ou plus	50%

Les bénéfices à l'exportation sont déterminés par la formule suivante:

$$(E*B)/V$$

où

E représente le produit des ventes à l'exportation

B représente les bénéfices réalisés par l'entreprise et

V représente le produit de toutes les ventes

7. **Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l'année précédente). Dans les cas où il n'est pas possible de fournir des renseignements sur le montant unitaire de la subvention (pour l'année sur laquelle porte la notification, pour l'année précédente, ou pour les deux), donner une explication circonstanciée.**

En 2001, 2002 et 2003, le montant des subventions accordées s'est élevé respectivement à 71 497 401,56, 45 685 715,90 et 56 203 219,83 dollars des Caraïbes orientales.

8. **Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application**

Prière de se reporter au point "6" ci-dessus.

9. **Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce. La nature spécifique de ces données et le cadre statistique sont laissés à l'appréciation du Membre. Cependant, dans la mesure du possible, et pour autant que cela soit pertinent et/ou déterminable, il est souhaitable que ces renseignements comprennent des statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations du (des) produit(s) ou du (des) secteur(s) subventionné(s);**

- a) **pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;**
- b) **pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.**

Valeur totale des importations et des exportations de Saint-Vincent-et-les Grenadines pendant les trois années les plus récentes:

Année	Importations totales (dollars des Caraïbes orientales)	Exportations totales (dollars des Caraïbes orientales)
2001	464 000 275	112 377 481
2002	480 156 148	106 098 073
2003	543 614 828	102 592 682

Prière de noter qu'il s'agit, non des exportations ayant bénéficié d'une manière ou d'une autre de la Loi sur les incitations fiscales, mais du total des exportations.